Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2015)

Heft: 2077

Artikel: Tournant énergétique : attention au dérapage : les manœuvres des gros électriciens peuvent encore compromettre l'avenir économique du pays

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017319

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

profile, à l'image de celui lancé par en 2003 par Eveline Widmer-Schlumpf, alors présidente de la Conférence des directeurs cantonaux des finances. Ce précédent a conduit au rejet du paquet fiscal soumis aux citoyens lors de la mémorable votation populaire du 16 mai 2004.

Outre cette éventualité, qui peut le cas échéant peser lourd sur les perspectives financières des cantons, ces derniers sont directement visés, au même titre que les villes (DP 2070), par la Réforme de l'imposition des entreprises (RIE III, DP 2077) en préparation. A partir de 2018 au plus tôt, les pertes de recettes se chiffreront par dizaines de millions pour les cantons et les plus grandes communes.

Le message n'a pas encore paru dans la *Feuille fédérale* que les menaces de référendum sont déjà brandies, notamment par le parti socialiste, qui exige que les allègements concédés aux entreprises, évalués à un milliard de francs au moins pour la seule Confédération, soient intégralement compensés par les sociétés et leurs actionnaires.

On peut espérer que les citoyens qui, le 24 février 2008, ont accepté de justesse la RIE II, une entourloupette concoctée par Hans-Rudolf Merz (DP 2077), se montreront plus vigilants cette fois.

Même si l'on n'en est pas encore là, la perspective d'une coûteuse RIE III sert de justification supplémentaire aux mesures d'économies envisagées dans les budgets des cantons et des villes ainsi que des communes sièges de société – en Suisse romande aussi bien sûr.

Comme toute brave collectivité suisse, la Confédération ne manque jamais l'occasion de se punir par l'austérité financière. Or voici que l'actualité lui en fournit un prétexte imprévu. Car si le compte consolidé de l'année 2014 se révèle encore meilleur que prévu, la situation présente évolue défavorablement, comme le martèle Serge Gaillard, directeur de l'Administration fédérale des finances. Les assujettis à l'impôt fédéral direct, mais aussi les récipiendaires de subsides, de subventions et de commandes venant de Berne sont avertis. Le frein aux dépenses et à l'endettement est tiré.

Tournant énergétique: attention au dérapage

Les manœuvres des gros électriciens peuvent encore compromettre l'avenir économique du pays

Jean-Daniel Delley - 22 April 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/27530

Le tournant énergétique proposé par le Conseil fédéral implique une forte perturbation des intérêts jusqu'à présent dominants. Voilà qui explique l'opposition des acteurs du secteur énergétique qui préféreraient poursuivre tout droit… dans le mur.

L'opposition aux énergies renouvelables et sa sœur jumelle, l'adhésion à l'énergie nucléaire, n'ont cessé de varier leur registre d'arguments.

Dans un premier temps, ils se sont contentés de moquer les énergies alternatives, techniquement pas au point et beaucoup trop chères. Dès lors que la faisabilité de l'électricité solaire, éolienne et produite par la biomasse n'est plus à démontrer, ils se replient sur leurs coûts de production et sur le péché originel que représentent les subventions nécessaires à leur décollage. On ne compte plus les articles (*Bulletin* de l'Aves, *Tages-Azeiger*) décrivant le *«désastre»* allemand: surproduction d'électricité subventionnée provoquant l'effondrement du marché et mettant en péril la production hydroélectrique. En réalité, la chute du prix de l'électricité

sur le marché européen résulte d'abord de la baisse de la demande industrielle et du prix du charbon ainsi que du prix trop bas des certificats de CO_2.

Aujourd'hui, le franc fort devient l'arme de prédilection des opposants au tournant énergétique. Il s'agit de ne pas péjorer la situation concurrentielle des entreprises par des taxes et autres prescriptions énergétiques. Le peuple n'a-t-il pas d'ailleurs clairement manifesté son opposition à cette politique en rejetant sèchement l'initiative des Verts libéraux?

Pourtant les détracteurs des subventions, ces fauteurs de distorsion du marché, n'hésitent pas à faire appel à l'aide publique: déjà le Conseil national a prévu de mettre à disposition 600 millions de francs pour aider à la construction de nouvelles centrales hydroélectriques et la branche revendiqueégalement une aide en faveur des centrales existantes.

Parlons donc subventions. La Fondation suisse pour l'énergie a calculé en 2013 déjà le coût réel du kWh nucléaire. Cinq centimes le kWh prétendent les propriétaires des cinq centrales helvétiques. Mais si l'on y ajoute les coûts liés au démantèlement, au stockage des déchets, à la responsabilité civile non couverte par les assurances et assumée par la Confédération, à la recherche notamment, la subvention moyenne par kWh se monte à 31 centimes, soit 7,5 milliards par an! Pour rappel, la reprise de l'électricité solaire au prix coûtant coûte 320 millions. C'est l'hôpital qui se moque de la charité…

Les électriciens helvétiques – les Allemands aussi – n'ont pas vu venir les exigences liées au développement durable et notamment le défi climatique. Aveuglés par le succès financier de leur modèle – croissance continue de la consommation, centralisation de la production, importation à faible coût et production de pointe –, ils ont négligé les énergies alternatives et investi lourdement: à l'étranger dans des centrales à gaz et en Suisse dans de nouvelles centrales de pompage-turbinage. Des choix que le marché sanctionne sévèrement aujourd'hui.

Or le modèle qui se développe maintenant valorise la décentralisation de la production et la gestion intelligente de la distribution et d'une consommation maîtrisée. En clair, c'est le crépuscule d'un oligopole qui a dicté jusqu'à présent la politique énergétique. On comprend leur résistance, comme celle des pétroliers.

Et ils n'ont pas encore perdu la bataille. L'intense activité de leurs lobbyistes pourrait bien faire déraper le Conseil des Etats et les intérêts de secteurs particuliers primer l'intérêt de l'économie nationale.

Pourtant une analyse objective (*Tages-Anzeiger*) montre que le souci de l'environnement peut se conjuguer avec l'intérêt économique. Nous dépensons annuellement 12 à 15 milliards pour des énergies fossiles importées, facture qui ne peut que grimper à terme: pour les 20 prochaines années, une somme de 240 à 300 milliards. La taxe sur le kWh fixée par le Conseil national pour promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique – 2,3 centimes – rapportera 60 milliards pour la même période.

Le tournant énergétique bien négocié peut donc nous faire économiser entre 180 et 240 milliards. Sans parler des dizaines de milliers d'emplois créés dans la technique du bâtiment, l'isolation, la gestion intelligente des réseaux. Que l'Union suisse des arts et métiers persiste à combattre avec force la stratégie énergétique 2050 en dit long sur la clairvoyance prospective et le sens économique de cette organisation.